**1er GROUPE**

**ARRÊTÉ PORTANT SANCTION D’EXCLUSION TEMPORAIRE DE FONCTIONS**

**POUR UNE DUREE MAXIMALE DE 3 JOURS**

*(en bleu : le cas où cette ETF du 1ergroupe entraîne la révocation de la période avec sursis d’une ETF précédente)*

Le Maire / le Président de ........,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 530-1, L. 532-1, L. 532-2, L. 532-4, L. 533-1, L. 533-3 et L. 533-5.

Vu le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Vu le courrier du ....... informant M. / Mme....... de la procédure disciplinaire engagée à son encontre et lui indiquant son droit :

-communication de l'intégralité de son dossier individuel et de tous les documents annexes au siège de l'autorité territoriale

-l'assistance d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix

-consultation du rapport par lequel le conseil de discipline a été saisi et de ses pièces annexes

-se taire tout au long de la procédure

Considérant les motifs de droit et de fait suivants (motivation de la sanction : indiquer la nature, les circonstances ainsi que la date ou la période des faits reprochés et justifier leur caractère fautif) :

..................................................................................................................................................................................... ;

Que ces faits constituent des manquements aux obligations professionnelles et déontologiques auxquelles sont soumis les agents publics, en particulier aux obligations suivantes :

..................................................................................................................................................................................... ;

(*le cas échéant lorsqu’au dossier individuel figure : soit une exclusion temporaire de fonctions du 1er groupe dont une période était avec sursis depuis moins de trois années ; soit une exclusion temporaire de fonctions des 2e ou 3e groupes dont une période était avec sursis depuis moins de cinq années)*

Considérant que M. / Mme ……………., par arrêté du ………… a fait l’objet d’une d’exclusion temporaire de fonctions de \_\_\_\_\_\_ jours/mois dont \_\_\_\_\_\_ jours/mois avec sursis

\* \* \*

**ARRÊTE**

**Article 1er** : Est infligée à M. / Mme .................. (nom, prénom, grade) la sanction d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de ............. (3 jours maximum) à compter du ......................, assortie du sursis suivant (le cas échéant) : ..................... (sursis total ou partiel). Cette période n’entre pas en compte pour le calcul de l’ancienneté pour l’avancement et la retraite.

**Article 2** *(le cas échéant lors de l’intervention d'une exclusion temporaire de fonctions du 1er groupe alors qu’au dossier individuel figure : une exclusion temporaire de fonctions du 1er groupe dont une période était avec sursis depuis moins de trois années ; ou une exclusion temporaire de fonctions des 2e ou 3e groupes dont une période était avec sursis depuis moins de cinq années).*

En conséquence de cette sanction, le sursis d’une durée de \_\_\_ jours/mois de la précédente sanction d’exclusion temporaire de fonctions du \_\_\_\_\_\_\_\_(date) infligée à l’agent est révoqué et s’ajoute à la durée de l’exclusion de \_\_\_\_ jours fermes prévue à l’article 1.

**Article 2** *(ou 3 le cas échéant)* : L’exclusion temporaire de fonctions d’une durée (totale) de \_\_\_\_\_jours/mois prendra effet du\_\_\_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_\_ inclus. Cette période n’entre pas en compte pour le calcul de l’ancienneté pour l’avancement et la retraite.

**Article 3** *(ou 4 le cas échéant)*  : Pendant cette durée, la rémunération de M./Mme ………………...…… sera réduite à due proportion.

**Article 4** *(ou 5 le cas échéant)*  : La présente sanction sera effacée automatiquement au bout de trois ans si aucune autre sanction n’est intervenue durant cette période.

**Article 5** *(ou 6 le cas échéant)*  : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé(e) et versé à son dossier ; ampliation en sera adressée :

- au Président du centre de gestion,

- à l'agent comptable de la collectivité.

Fait à ........................., le .............................

Le Maire / Le Président,

*(Nom, prénom)*

Signature

OU

Par délégation,

*(Nom, prénom, qualité)*

Signature

Notifié le .........

Signature de l'agent

Le Maire/Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de ............. dans un délai de deux mois à compter de sa notification ; le présent arrêté peut également faire l’objet d’un recours gracieux dans le même délai, éventuellement suivi d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de ........... dans un délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.